



## COLLOQUE DU 19 NOVEMBRE 2013

### Sommes-nous suffisamment attentifs aux risques spécifiques qu'engendrent toutes les étapes de la manutention et du magasinage?

La réponse à cette question vous sera donnée lors de notre colloque annuel qui se penche sur les risques liés aux opérations de transport interne, de conditionnement et de stockage dans les entreprises.

Le colloque a lieu le 19 novembre 2013 dans la province de Luxembourg, dans le Libramont Exhibition & Congress. Le programme et les modalités d'inscription se trouvent au centre de ce numéro.

## SOMMAIRE

TABLE RONDE THÉMATIQUE SUR LES SERVICES INTERNES COMMUNS DE PRÉVENTION ET DE PROTECTION AU TRAVAIL (SICPPT) .....	1 ...
FLASH: UN BLOG SUR LE BIEN-ÊTRE AU TRAVAIL .....	2 ...
5 <sup>e</sup> RENCONTRE DES CONSEILLERS EN PRÉVENTION DES CORPS D'INTERVENTION (ARMÉE, POLICE, POMPIERS) .....	2 ...
LES ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION COLLECTIVE FONT LEUR ENTRÉE DANS LE CODE .....	3 ...
APERÇU DE LÉGISLATION RÉCENTE .....	4 ...
FORMATIONS .....	4 ...
AGENDA .....	4 ...

## TABLE RONDE - 20/09/2013

### Table ronde thématique sur les Services Internes Communs de Prévention et de Protection au Travail (SICPPT)

**Sous l'égide de votre association, ce 20 septembre, ce sont près de 50 personnes qui se sont réunies à Namur pour débattre des Services Internes Communs de Prévention et de Protection au Travail.**

Issus des pouvoirs publics (communes, intercommunales, provinces, Fédération Wallonie Bruxelles,...) ou du privé, membres ou non d'un SICPPT, tous venaient pour obtenir des informations, échanger leurs expériences ou leurs problèmes en la matière.

Le Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation Sociale (ETCS) était également très bien représenté avec quatre de ces membres, - et non des moindres, puisque Luc Van Hamme, Conseiller Général à la division du contrôle régional du bien-être était également présent.

La journée a débuté par un exposé de M. D'ANGELO qui a passé la législation en revue et a expliqué comment introduire

un dossier complet ainsi que le parcours du dossier au sein de l'administration.

Luc VAN HAMME a ensuite expliqué la situation actuelle et la position de l'administration dans le domaine des SICPPT. Il existe actuellement plus de 650 SICPPT dont une bonne partie au sein des pouvoirs publics. Outre le respect de la législation, la création d'un SICPPT doit reposer non seulement sur le principe d'unité technique, d'unité géographique ou d'unité économique mais aussi sur le principe du consensus entre les parties.

La spécificité des services publics a été longuement abordée et a suscité de nombreuses questions et commentaires. La présence d'une juriste du SPF ETCS a permis d'éclairer (partiellement) les problématiques faisant l'objet des débats.

Après une courte pause, moment privilégié pour les échanges informels, la deuxième partie de la journée a été consacrée à la présentation de trois exemples pratiques par nos membres

(les présentations sont disponibles dans la partie sécurisée du site internet de l'ARCoP):

1.M. BELOTTI nous a expliqué la démarche de 6 écoles maternelles et primaires du réseau catholique dans le Brabant Wallon qui sont en cours de création d'un SICPPT. Chaque établissement regroupe en moyenne moins de 12 membres du personnel. Le SICPPT permettra de disposer d'un conseiller en prévention de niveau 2 "part-time", ce qui présente, pour ces établissements, de nombreux avantages (tant économiques que fonctionnels).

2.M. QUIEVREUX nous a présenté le projet de création d'un SICPPT regroupant différentes structures d'une commune du Brabant Wallon. Ici aussi, la création de ce SICPPT permettra, outre les économies espérées, de disposer de plus de "temps de conseiller en prévention" et de conseillers en prévention mieux formés.

*Suite page 2*